

L'opinion publique concernant le plan Schuman – France (1951)

Légende: En 1951, l'attaché de presse de l'Ambassade néerlandaise à Paris rédige une note sur les réactions de l'opinion publique et de la presse française sur les défis du plan Schuman.

Source: Internationaal Instituut voor Sociale Geschiedenis, Amsterdam. NVV - J.G. van Wouwe 1945-1973. Stukken betreffende Europese en internationale organisaties. Stukken betr. het Schuman Plan. 1950-1954. Diverse commissie. 1950-1952, 106.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/l_opinion_publicque_concernant_le_plan_schuman_france_1951-fr-c295d7dd-3f3c-41e1-a4ad-271359862445.html



Date de dernière mise à jour: 05/07/2016

L'opinion publique concernant le plan Schuman – France (1951)

Compte rendu des missions d'attaché de presse auprès de l'ambassade néerlandaise à Paris

Un mois après la proposition liée au plan Schuman, les syndicats s'y sont déclarés favorables, à l'exception de la C.G.T.

Par contre, seuls quelques partis politiques avaient pris position.

Même le Conseil national du patronat français (C.N.P.F.) et celui de l'agriculture (C.G.A.) se sont déclarés favorables. L'Association des producteurs de blé a proposé d'élargir le plan au secteur agricole.

Lors des congrès des partis, le Mouvement républicain populaire (M.R.P.) et la section française de l'Internationale ouvrière (S.F.I.O.) se sont prononcés en faveur du plan. L'Alliance démocratique de droite et les communistes n'ont pas caché leur désapprobation. Les déclarations du Rassemblement du peuple français (R.P.F.) se sont surtout avérées ambiguës. Ainsi M. Gaston Palewski a qualifié le plan d'«atout joué à la légère», tandis que le général de Gaulle a fait état d'un «méli-mélo de charbon et d'acier, sans savoir où l'on va». Il est clair que cette attitude du R.P.F est inspirée par la méfiance du gouvernement de la quatrième république face à une Allemagne qui renaît de ses cendres.

Les personnalités politiques suivantes se sont déclarées favorables, parfois avec réserve: MM. Paul Reynaud, Édouard Bonnefous, André Philip et les dirigeants socialistes et du M.R.P.

S'y sont notamment opposés les députés de droite Louis Marin et Pierre-Étienne Flandin. Les opinions exprimées à cet égard ont été pour la plupart déterminées par des considérations de politique étrangère (parmi les partisans, l'idée européenne et l'approbation américaine du plan; parmi les détracteurs, le soutien de la politique russe ou le sentiment anti-allemand). Le rejet manifesté par l'industrie sidérurgique se caractérise par des considérations de nature technico-économique.

Le principe de l'autorité supranationale n'est pas rejeté. La souveraineté nationale et l'indépendance n'ont pas été avancées comme arguments, sauf par les communistes. D'aucuns ont critiqué le fait que ce plan soit limité au charbon et au fer et prônaient une autorité politique européenne.

Parmi les critiques, les communistes ont parlé d'un cartel déguisé, tandis que certains représentants des principales industries ont, quant à eux, parlé d'une nationalisation internationale. La réserve des socialistes est liée à leur revendication en vue de la représentation des syndicats au sein de la haute autorité, qui est selon eux une condition sine qua non à l'adhésion du Royaume-Uni.

Dans *Le Monde* du 20 mai 1950, il a été exhorté non sans opiniâtreté que le pool soit indépendant de tout organe national.

Les socialistes ont exigé que la haute autorité soit dotée des pouvoirs d'agir comme une autorité politique internationale.

Dans leurs critiques, les communistes ont fait état du danger de fermeture des usines en France et de la menace d'une baisse du niveau de vie pour les mineurs et métallurgistes français.

Certains commentateurs ont estimé que le plan Schuman sonnait le glas du plan Monnet, alors que d'autres y ont vu une nouvelle inspiration.

Combat estime que le plan Schuman serait la résultante de l'échec du plan Monnet.

Les arguments à caractère non politique avancés par les défenseurs du plan sont les suivants: nivellement des conditions pour la concurrence, augmentation de la production, du niveau de vie et plus de possibilités d'expansion pour l'industrie.

Raymond Aron considère le Plan Schuman comme une condition sine qua non à la libéralisation des échanges intra-européens.

Les journaux comme *L'Aurore*, *Le Populaire*, *La Croix*, *L'Aube* et *Le Monde* (Maurice Duverger) voient en ce plan la possibilité de créer un marché européen et éventuellement une structure fédérative européenne suite à la création d'un service public international.

Nombre de commentateurs y ont vu, immédiatement après le choc psychologique qu'a provoqué l'annonce du plan Schuman, un excellent moyen de remédier à la perte d'influence politique de l'Europe et à la résignation économique des pays européens.

Ceux qui se sont penchés sur les aspects internationaux du plan se sont pour ainsi dire limités à certains aspects des relations franco-allemandes et n'ont pas en ce sens pris en considération le rôle que la France devrait jouer dans la guerre froide.

Alors que les communistes ont surtout vu dans cette proposition le danger que la Ruhr devienne l'arsenal de la préparation à la guerre contre la Russie et ont dès lors avancé que la France serait encore plus dominée par les États-Unis et par les capitalistes allemands, les défenseurs de la proposition ne se sont pas préoccupés du problème du réarmement de l'Europe occidentale, voyant dans ce plan un moyen de s'opposer à un éventuel réarmement de l'Allemagne (Jules Moch).

De nombreux partisans du plan y ont vu la possibilité de tisser de bonnes relations entre la France et l'Allemagne, une guerre entre ces deux pays étant matériellement impossible et l'Allemagne de l'Ouest étant intégrée à l'Europe. Il est cependant clair que ces considérations sont davantage alimentées par le désir d'une Europe unie que par celui d'une entente franco-allemande. Il convient de souligner à cet égard que les socialistes français se sont prononcés contre un tête-à-tête franco-allemand, craignant par là une désaffection des Britanniques.

Les commentateurs français n'ont à aucun moment envisagé le problème de l'Allemagne, tel qu'il se pose suite à la guerre et à l'éloignement entre les États-Unis et l'Union soviétique.

Certains journaux, notamment les journaux de gauche *Franc-Tireur* et *L'Observateur*, ont souligné en mai et juin 1950 que le plan Schuman offrirait à l'Europe la possibilité d'une certaine autonomie par rapport aux États-Unis.

On peut enfin souligner que les retombées qu'aurait le plan Schuman sur le développement de l'Afrique n'ont pratiquement pas été prises en compte.

Voici ci-après quelques commentaires apparus dans la presse française depuis la mi-décembre 1950.

Dans l'édition du 15 décembre 1950 du *Populaire*, Robert Lacoste écrit qu'il a l'impression que les industriels de la Ruhr veulent se servir du plan Schuman pour préserver leurs privilèges et se demande: «Serons-nous associés ou dominés?» Ce thème domine depuis lors les commentaires dans la presse française, surtout depuis l'apparition de difficultés suite au durcissement de l'attitude allemande en ce qui concerne la décartellisation. Ainsi, le 29 décembre, le journal *L'Aurore* à tendance gaulliste note que l'absence d'un accord serait à déplorer. Le journal souligne que si la Société des Nations avait été soutenue par un plan Schuman, des catastrophes auraient pu être évitées.

Dans le même sens, le *Journal des Finances* écrit le 20 décembre que le pool charbon-acier pourra contribuer à un développement économique harmonieux, désormais indispensable suite à la guerre de Corée. Un regroupement central comme l'entend le plan Schuman ne peut qu'accroître l'influence de l'Europe. Le journal observe qu'indépendamment des doutes maintes fois exprimés par la sidérurgie française, la

réalisation de ce plan est souhaitable, tout particulièrement au vu de l'évolution internationale.

Le 13 janvier, la revue économique *L'Information* publie par contre une lettre anonyme «d'un célèbre industriel», qui se déclare opposé au plan en raison des tendances technocrates qui y sont associées.

L'Aube, l'organe du M.R.P., persiste dans son optimisme, notamment en ce qui concerne la possibilité de dégager un accord sur les articles 60 et 61 (décartellisation). Sur ce point, le délégué Joseph Denais, membre de la commission des Finances de l'Assemblée, déclare le 17 janvier 1951 au journal *L'Information* que les Allemands ont tout tenté et ont exploité toutes les oppositions à ce plan afin d'obtenir des concessions sur le point de la décartellisation.

Georges Villiers, président du Conseil national du patronat français, déclarait en janvier avoir encore une opinion favorable à propos de l'initiative de M. Schuman, mais émettait des réserves quant aux problèmes épineux posés par son application pratique.

La conclusion de trois articles publiés ce mois-ci dans le journal de gauche *Combat* est que le plan Schuman a perdu sa légitimation politique au vu des plans de réarmement de l'Allemagne qu'il implique. L'Allemagne peut dès lors, tout comme après la Première Guerre mondiale, jouer son jeu et a pris la main.

On peut donc comprendre, souligne le journal, que la France ne soit plus aussi emballée par la conclusion rapide d'un accord. Cela implique que la France a à nouveau perdu tout espoir de prendre la tête de l'Europe.

Le 27 janvier, Maurice Delarue exprime lui aussi son pessimisme dans *France-Soir*. Sous le titre «Le plan Schuman est en panne depuis 2 mois», il écrit: «Le succès des pourparlers dépend désormais de la réponse de l'Allemagne aux propositions de déconcentration de l'industrie lourde allemande, la guerre en Corée et le réarmement encouragent les trusts allemands à s'opposer à l'organisation du marché européen.»

Nous citerons enfin le dernier article consacré au plan Schuman dans le journal *Le Monde* du 28 janvier sous la plume de M. René Dabernat: «Le pool prend une tournure de plus en plus politique, alors qu'il était initialement prévu comme une «troisième force». L'effet du plan, soutenu par les États-Unis, et peut-être aussi bientôt financièrement, sera l'intégration de l'Allemagne dans le camp atlantique. Il s'agit pour M. Dabernat d'un développement significatif, surtout en vue de l'éventuelle conférence des Quatre puissances. Sans l'appui de l'Amérique, la France aurait perdu la bataille pour la Ruhr.